



## Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, afin de requalifier ce quartier, engendre des travaux qui impactent le fonctionnement et l'exploitation du parking de la Comédie, assurés par la TaM. Pour accompagner ce projet, il est demandé à la TaM d'entreprendre la modernisation du parking public de la Comédie, ainsi que tous les travaux en lien direct avec le parking public. Le financement de ce projet n'étant pas prévu à la convention initiale, il convient donc de modifier les dispositions relatives aux travaux et aux investissements contractuellement prévus.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole décide, par un avenant n°3 à la Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie initiale, de répartir le financement des travaux et des perturbations liées à ce projet comme suit :

- Travaux de modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking : 721 000 € HT ;
- Travaux liés à la création de bacs à arbre dans le parking : 45 000 € HT ;
- Rénovation du parking et création d'un hub de mobilité : 1 050 000 € HT.

La perte de recettes estimée du parking Comédie durant toute la phase de travaux est de 267 000 € HT pour les exercices 2022 et 2023. De même, les charges induites par le financement des travaux par le délégataire sont estimées à 101 880 € pour la même période. En conséquence, pour cette première partie des travaux, la partie fixe de la redevance sera minorée de la façon suivante : -98 000 € sur l'exercice 2022 et -270 880 € sur l'exercice 2023.

Le coût de ces opérations ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de DSP, une répartition des compensations et prises en charge des différents travaux décidés par Montpellier Méditerranée Métropole est précisé dans l'avenant n°3.

Le présent avenant prévoit également, dans le cadre de la modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking, la création d'un tarif de traversée du tunnel à 3 € TTC visant à dissuader définitivement la circulation de transit.

L'avenant prévoit enfin la mise à jour de la convention de délégation de service public à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Antigone et Comédie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DSP parking Comédie\_CEP\_avenant 3.pdf
- 199338\_199287\_Avenant n3 - Comedie Antigone.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.